

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 MAI 1928.

Budget

DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE POUR L'EXERCICE 1928 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. PONCELET.

MESSIEURS,

Malgré des compressions nombreuses, malgré la réduction poussée même à l'extrême de certains services, le budget de 1928 est en augmentation de 21,780,562 francs, sur le budget de 1927.

Disons toutefois que, dans cette somme, figurent des crédits supplémentaires s'élevant à 16,107,800 francs, relatifs à des dépenses de l'exercice de 1927, ce qui revient à dire qu'en réalité, l'augmentation se réduit à 5,672,762 francs.

La balance d'augmentation reste importante par suite de majorations inévitables que l'on constate aux chapitres des traitements, des frais de justice, de la bienfaisance et de la protection de l'enfance.

En ce qui concerne l'augmentation des traitements, personne ne songera à la critiquer, car les discussions qui se poursuivent actuellement au Parlement, démontrent qu'elle provient des variations de la partie mobile, variations qui n'ont cessé de suivre une marche ascendante et qui vont du reste, dans le budget prochain, se consolider, par la péréquation, à un palier encore considérablement plus élevé.

Quant aux frais de justice, l'augmentation provient de raisons analogues. Nous constatons que ces dépenses accusent, sur 1927, une majoration de 2 millions 500,000 francs. Elle provient, nous dit l'exposé des motifs, de l'accroissement des honoraires dus aux experts et des indemnités de voyage. Pas de critique possible non plus.

(1) Budget transmis par le Sénat, n° 4^{IV}.

(2) La Commission spéciale, présidée par M. Brunet, était composée :

- 1° des membres de la Commission de la Justice et de la Législation civile et criminelle : MM. Brunet, président, Brutsaert, Colleaux, Desagher, De Winde, Hallet, Jennissen, Marteaux, Meysmans, Poncelet, Sinzot, Somerhausen, Soudan, Standaert, Van Dievoet, Van Severen.
- 2° de six membres nommés par les sections : MM. Verachtert, Samyn, de Gérardon, Debunne, De Bruycker, Pepin.

Le crédit relatif aux frais d'entretien des indigents a fait un bond d'augmentation de 12.000.000. Même explication : les frais de la journée d'entretien s'élèvent de plus en plus. L'an dernier, la dépense a dépassé le crédit dans des proportions considérables : on prévoit, pour l'exercice en cours, une dépense de 32,000,000 de francs. Qu'y faire, puisque le nombre des malheureux ne diminue pas, tandis que les frais nécessités par chacun d'eux augmentent ?

La même raison justifie l'augmentation de 1,000,000, prévue pour les frais d'entretien et d'éducation des enfants placés dans des institutions publiques ou privées.

Enfin, au chapitre des dépenses exceptionnelles, le Gouvernement propose d'augmenter de trois millions le subsidé à l'Œuvre Nationale des orphelins de la guerre. Dénommée « exceptionnelle », il faut pourtant reconnaître que cette dépense restera de longues années encore une dépense ordinaire du budget. Mais qui oserait émettre une critique ? Le rapport très intéressant que l'honorable M. Asou a présenté au Sénat, justifie amplement l'augmentation demandée.

Il nous paraît inutile de chercher plus amples explications, puisque personne ne signale qu'il y aurait eu dans les dépenses une exagération quelconque et que le chiffre prévu pour l'exercice écoulé, est considérablement inférieur à la dépense effectuée. Noublions pas du reste qu'il s'agit d'une œuvre du plus haut intérêt national.

. . .

A côté de ces remarques sur les chiffres du budget, signalons quelques questions qui ont fait, au sein des sections de la Chambre, l'objet de critiques ou d'observations.

A propos de la protection de l'enfance, on a signalé une anomalie du système suivi par l'Administration, pour le recouvrement des frais d'entretien des mineurs placés par application de la loi du 15 mai 1912.

Un exemple fera saisir la portée de cette critique.

A la suite de faits délictueux commis par un enfant mineur, le Juge des enfants a fait placer cet enfant à l'Institut de Moll. Il y est resté six mois, puis a été transféré à l'Ecole de bienfaisance de St-Hubert, d'où il est rentré il y a quelques mois. Or voici que le receveur de l'enregistrement, agissant au nom du Ministre des Finances, réclame à la mère, une somme de 2.214 francs pour frais d'hospitalisation.

Cette malheureuse est dans l'impossibilité de payer. Il s'agit d'une veuve dont le mari est mort des suites de la déportation ; elle ne possède que sa petite maison et est sans autres ressources que la pension lui accordée comme veuve de guerre. D'autre part, elle a à sa charge, non seulement ses trois enfants, mais encore sa vieille mère, âgée de 77 ans.

L'Administration des Finances la menaçant de faire vendre sa maison, elle a eu recours à M. le Ministre des Finances qui répond ce qui suit : « Il résulte des » renseignements recueillis que l'intéressée possède une maison évaluée à 15.000 fr. » il n'est donc pas possible de la considérer comme insolvable. Toutefois, eu égard » aux circonstances, M^{me} X sera autorisée à se libérer par versements mensuels de » 50 francs ».

Bien heureuse cette pauvre femme, de ne pas devoir vendre sa maison ! Mais elle devra néanmoins payer les frais d'entretien qu'a coûtés son enfant, dans l'institution spéciale que l'on appelle une maison d'éducation !

Et cependant si ce même enfant, au lieu d'être envoyé dans un pareil établis-

sement, avait été tout simplement mis en prison, la mère n'aurait rien à payer !

L'Etat traite donc les enfants que l'on met sous sa protection, moins bien que le criminel qui expie son crime en prison et qui, lui, ne doit rien rembourser.

Est-ce admissible ? M. le Ministre ne prendra-t-il pas l'initiative d'un projet de loi réformant la législation sur ce point ? De deux choses l'une : ou bien il faut réclamer à tout condamné le remboursement de ses frais d'entretien, durant son emprisonnement, ou bien il faut ne rien réclamer aux parents des enfants placés, par mesure de justice, dans les établissements d'éducation,

Et en tout cas, demandons qu'il ne soit jamais permis à l'Administration, dans un cas comme celui que nous venons de signaler, d'obliger une mère de famille, déjà écrasée de charges et de malheurs, à vendre le toit qui lui sert d'abri, celui-ci eût-il même une valeur — oh ! combien grande — de quinze mille francs !

* *

Lors de la discussion du budget de l'an dernier, l'un de nos honorables collègues s'est fait l'écho de plaintes, au sujet du placement des aliénés de la Capitale, que l'on est obligé d'envoyer dans les asiles de province.

La Commission d'Assistance est revenue à la charge et a décidé d'adresser une requête à M. le Ministre de la Justice.

Cette requête expose les inconvénients qui résultent de ce que les Maisons de Santé pour indigents, situées dans la province de Brabant, sont insuffisantes pour recevoir les malades et de ce que, par suite, on est obligé d'en transférer le plus grand nombre dans des établissements éloignés. Elle exprime en terminant, le vœu de voir le Département de la Justice, prendre des mesures pour que les aliénés soient placés dans des asiles le moins éloignés possible du domicile de leur famille, et elle demande s'il ne serait pas possible d'assigner à chaque Maison de Santé la clientèle d'une zone du pays, en tenant compte du nombre de lits de l'établissement et du nombre moyen de placements demandés par les communes de la dite zone.

La Commission spéciale et recommande à l'attention bienveillante de M. le Ministre de la Justice les desiderata exprimés.

Au sujet des asiles d'aliénés, un membre de la Commission a demandé que le Département de la Justice supporte une partie des frais occasionnés par les visites que doivent faire aux malades mentaux en traitement, les parents indigents de ces malades.

* *

Les dépenses relatives à l'entretien des indigents aliénés, anormaux, aveugles, sourds-muets ont, comme nous le disons plus haut, augmenté dans des proportions considérables. Mais cependant les frais de séquestration à domicile n'ont pas suivi la même progression. Au contraire, les tarifs sont restés ce qu'ils étaient autrefois et il n'est pas douteux qu'ils ne répondent plus aux nécessités des temps présents.

Sans doute, il faut craindre les abus, mais il faut aussi éviter que de pauvres malheureux aient à souffrir de l'insuffisance des crédits mis à la disposition de ceux qui ont pour charge d'adoucir leur infortune.

M. le Ministre a fait savoir que le Département a mis cette question à l'étude.

* *

L'application de la loi sur les jeux fait aussi l'objet de critiques qui paraissent fondées. La Commission a chargé son rapporteur de demander à M. le Ministre s'il ne compte pas prendre des mesures pour empêcher les abus que l'on signale et qui résultent de l'obscurité des textes législatifs en matière de réglementation des cercles de jeux et des paris de courses.

M. le Ministre a fait parvenir la réponse suivante :

« L'article 1^{er} de la loi du 24 octobre 1902 punit l'exploitation de jeux de » hasard « en quelque lieu que ce soit ».

» L'article 2 de la même loi punit en outre ceux qui, tenant un local acces- » sible au public, y auront toléré sciemment et habituellement des jeux donnant » lieu à des enjeux ou paris excessifs.

» C'est une question de fait que celle de savoir si un local est « accessible » au public », notamment si un cercle prétendument privé l'est réellement ou s'il » est en réalité accessible au public.

» Donnant suite aux déclarations que j'ai faites au Sénat au cours de la dis- » cussion du projet de mon Département (séance du 25 janvier 1928), j'ai donné » des instructions aux Parquets pour qu'ils veillent à l'application de la loi sur » les jeux.

» Les paris aux courses de chevaux constituent des jeux de hasard lorsque » les parieurs ne possèdent pas de connaissances spéciales qui leur permettent » de raisonner les chances des chevaux engagés dans la course. Leur exploitation » est soumise dans ce cas à l'article 305 ou à l'article 557, 3^o du Code pénal.

» D'autre part, une loi du 31 décembre 1925, article 53, § 2, complétée par » celle du 7 juin 1926, article 6, § 2, et dont l'application incombe au Dépar- » tement des Finances, soumet à l'autorisation du Gouvernement l'établisse- » ment d'agences de paris aux courses de chevaux ».

Quand sortirons-nous de toutes ces obscurités ? A quand une loi bien claire, qui ne permettra plus à quelques-uns, s'affublant du masque de cercles privés, de se mettre à l'abri des prohibitions de la loi, par des moyens hypocrites que la loi ne devrait pas encourager ?

Qu'il s'agisse de la loi sur l'alcool, de la loi sur les jeux ou de réglementations diverses de police, on se heurte à des situations équivoques qui ne sont pas tolérables.

Ce sont ces privilèges honteux qui provoquent et justifient des protestations parfois véhémentes de l'opinion publique.

* *

Quelques questions relatives à l'organisation judiciaire ont fait l'objet d'observations au sein des sections et de la Commission spéciale.

Plusieurs membres ont critiqué l'arrêté royal instituant un droit de plaidoirie.

Il a paru à la Commission qu'au moment où l'on se plaint de l'augmentation des frais de justice, il était fort inopportun de recourir à pareille innovation. D'autre part, il s'est élevé des protestations, qui paraissent à un grand nombre fort justifiées, contre le principe même de la mesure et l'on rencontre, même dans le monde du barreau, de bons esprits qui n'admettent pas que l'on crée une caisse d'assistance au profit des avocats, au moyen de prélèvements de ce genre.

Jusqu'ici la mesure n'a été, pensons-nous, appliquée qu'au seul barreau de Bruxelles et il semble que cet exemple, déjà bien critiqué, n'a guère de chance d'être suivi.

La Section centrale estime que l'essai tenté par l'arrêté royal, ne doit pas être continué.

..

La question du *Pro Deo* a retenu l'attention de plusieurs membres. On s'inquiète du retard apporté à une réforme qu'on est unanime à juger urgente et nécessaire.

Le projet voté par la Chambre est actuellement soumis au Sénat et l'on attend avec impatience une solution.

..

Les avoués demandent une majoration du tarif qui les concerne. M. le Ministre nous dit qu'une commission étudie pour l'instant les projets de modification au tarif, en matière civile.

La question est délicate, mais il n'est pas juste cependant, que lorsque l'on voit augmenter les traitements des magistrats et des autres auxiliaires de la Justice, dans les proportions que l'on sait, on mesure rigoureusement aux avoués, qui eux aussi, sont, dans l'état actuel de la législation, des auxiliaires indispensables de la justice, la rétribution de leurs services.

Les frais de justice, sans doute, sont très élevés, mais il faut reconnaître que la loi en fait une répartition fort arbitraire. Le tarif devrait être réformé.

C'est ainsi, par exemple, que les exploits d'huissiers, les droits d'inscription au rôle, les droits de greffe sont uniformément les mêmes, qu'il s'agisse de grosses affaires ou qu'il s'agisse des plus minimes procès.

L'assignation tendant au paiement d'une somme de cent francs coûte le même prix que l'assignation tendant au paiement de plusieurs millions. De même, la mise au rôle d'une affaire de 20 ou de 400 francs coûte aussi cher que la mise au rôle du procès le plus important.

Le dernier tarif contenait pour les avoués, une innovation qui paraissait heureuse : un droit proportionné à la valeur de l'affaire. Il faut reconnaître que la proportion est plus facile à établir après un jugement et qu'il y aurait peut-être certaines difficultés à évaluer le litige au simple vu de l'assignation ; mais il n'est pas impossible cependant, semble-t-il, de trouver une solution qui sauvegarde à la fois les intérêts des plaideurs, ceux de l'Etat et ceux des officiers judiciaires chargés de prêter leurs concours.

*
* *

Une question d'un caractère tout spécial a été soulevée au sein de la Commission, à propos des avoués.

Il s'agit de l'interdiction faite aux avocats qui, dans les petits barreaux de province, sont en même temps avoués, de plaider ailleurs que devant le Tribunal auquel les rattache leur qualité d'avoué.

Cette mesure se justifiait peut-être autrefois, lorsque la charge d'avoué payait largement son homme.

Aujourd'hui, elle n'a vraiment plus de raison d'être. Non seulement l'importance du rôle des avoués diminue mais également les revenus de cette charge ; il y a du reste une tendance à leur suppression. C'est un premier motif pour ne considérer que comme très accessoire, cette fonction, lorsqu'elle est assumée

par un avocat. Dans les petits barreaux on ne trouverait pas d'avoués si les avocats n'en assumaient pas l'office.

Autrefois, les avocats-avoués avaient en quelque sorte le monopole des affaires devant leur tribunal ; l'on comprendrait encore le maintien de l'interdiction si en même temps on interdisait aussi aux autres avocats de plaider devant d'autres cours et tribunaux que ceux où ils sont inscrits.

Mais il n'en est rien. Les Tribunaux de province sont, à chaque audience, envahis par des avocats venant parfois de très loin. Aujourd'hui que l'automobile abrège les distances on peut voir aux jours d'audiences, alignés devant les Palais de Justice, de nombreux autos amenant des avocats des barreaux les plus éloignés. Il nous est arrivé, dans un village des Ardennes, de compter jusqu'à sept automobiles qui avaient amené pour une seule audience, de Bruxelles, de Liège et d'ailleurs, autant de graves émules de Cicéron, venus faire étalage, dans un très modeste prétoire, de leur éloquence et de leur science. Nul doute que ces grands déplacements soient inspirés par le plus beau dévouement, mais ce ne serait que justice de briser aussi, pour les avocats-avoués des tribunaux de province, ainsi dépossédés par une concurrence envahissante, le lien qui les tient rivés à leur prétoire.

Qui pourrait du reste donner une raison sérieuse de l'ostracisme dont ils sont frappés ? La Fédération des avocats les admet aujourd'hui dans son sein et l'on se demande pourquoi ils seraient diminués par l'exercice forcé d'un emploi que la loi elle-même joint à l'office de l'avocat.

Ne faut-il pas reconnaître, par exemple, qu'il est regrettable que l'avocat, qui a plaidé en première instance, ne puisse suivre en appel l'affaire qu'il a plaidée en première instance et qu'il doit d'autant mieux connaître qu'il l'a plaidée seul en première instance. Que ce soit au civil ou au pénal, l'interdiction ne se justifie pas.

Les intéressés espèrent que M. le Ministre de la Justice voudra bien prendre l'initiative de la réforme qui leur paraît s'imposer.

*
* *

Plusieurs membres ont signalé que les effets de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1927 pris en vertu de la loi du 22 juillet précédent et portant règlement de l'ordre de service dans les diverses juridictions, sont loin de répondre à l'amélioration que l'on attendait de cette réorganisation.

Questionné à ce sujet, M. le Ministre répond :

« M. le Procureur Général près la Cour d'Appel de Bruxelles m'a fait parvenir un rapport sur l'application qu'ont reçue jusqu'ici les règlements de la cour et des tribunaux du ressort.

» Ce rapport fait constater que cette application a produit des résultats satisfaisants à la cour et que le nouveau régime produit de bons effets et donne satisfaction dans les tribunaux.

» MM. les Procureurs généraux près les cours d'appel de Gand et de Liège ne m'ont pas jusqu'à présent adressé de rapport à cet égard.

» Aucune observation défavorable ne m'a été présentée, en ce qui concerne ces ressorts, sur le régime nouveau ».

Cette réponse ne semble pas concorder avec les plaintes dont nous avons entendu les échos en Commission.

Il va être temps de mettre un terme aux mesures provisoires qui arrêtent les nominations dans les organismes judiciaires. La loi de cadenas a certainement produit des effets heureux. Elle a démontré que si une certaine réduction du nombre de magistrats peut être admise, il faut se garder cependant de pousser la réduction trop loin.

Les protestations justifiées qui nous viennent des corps les plus élevés de la magistrature, constituent une leçon qui doit guider le législateur et lui inspirer la plus grande prudence.

La Cour de Cassation, les Cours d'appel de Bruxelles et de Gand se plaignent amèrement des amputations provisoires qui réduisent, de façon exagérée, le nombre de magistrats dans ces diverses juridictions.

Nous savons qu'à la Cour de Liège les plaintes ne sont pas moins vives et que le maintien de la mesure aboutira incessamment à constituer une entrave insurmontable à la marche régulière des services.

Nous pensons donc qu'il y aurait lieu de délibérer au plus tôt sur le projet de loi que le Gouvernement a déposé au Sénat.

Peut-être en ce qui concerne les autres juridictions, pensera-t-on que l'expérience n'est pas encore suffisante, mais nous savons déjà cependant que la suppression de certains sièges de justice de paix, a amené des perturbations regrettables.

Il n'est pas douteux que certaines suppressions peuvent se faire, mais là encore il est prudent de ne rien exagérer.

* * *

Parmi les travaux dont le Département de la Justice devrait prendre sans aucun retard l'initiative, on peut ranger, en première ligne, la transformation des locaux du Palais de Justice de Liège. Ceux qui connaissent le réduit obscur où doivent travailler ensemble huit avocats généraux, qui n'ont même pas chacun leur chaise et qui ne pourraient d'ailleurs placer les huit chaises nécessaires, se demandent comment ces magistrats ont pu jusqu'ici se contenter de ce local indigne.

Nous savons que dès son arrivée au Département, l'honorable M. Janson qui connaissait ce déplorable état des locaux à la Cour de Liège, a pris en mains la transformation à faire.

Mais nous savons que cette heureuse initiative est contrariée par l'Administration des Sciences et des Arts, qui voudrait conserver, pour ses archives, la partie des locaux qu'elle occupe, mais qui est indispensable pour les services de la Justice.

Nous demandons à M. le Ministre de la Justice de chercher une entente rapide avec son collègue des Sciences et des Arts, pour que celui-ci n'insiste pas et n'entrave par une amélioration qui s'impose d'urgence.

Les archives trouveront, paraît-il, un autre local où elles seront isolées de tout contact avec d'autres services.

Si nous insistons c'est pour que la restauration entreprise par M. le Ministre de la Justice ne soit plus retardée.

* * *

La Commission attire l'attention de M. le Ministre de la Justice sur les différentes questions ci-dessus-exposées.

Nous aurions voulu demander à la Chambre de voter le budget, tel qu'il nous est revenu du Sénat; mais il s'est produit, depuis les délibérations de la haute Assemblée, un fait important qu'il est impossible de ne pas mettre en relief et à propos duquel la Commission voudrait voir inscrire au budget un modeste crédit.

Il s'agit d'une publication du plus haut intérêt à laquelle se sont attachés des juristes éminents et qui doit constituer, même pour les Pouvoirs publics, une œuvre d'une utilité incomparable. Cette publication deviendra le Répertoire législatif belge mis au point, c'est-à-dire qu'elle comprendra toutes les lois en vigueur expurgées des lois abrogées.

Nul n'ignore que la Belgique est régie d'abord par des dispositions législatives remontant au régime français, au régime hollandais, aux périodes troubles qui ont précédé l'établissement de ces régimes et ensuite par la législation belge proprement dite.

La Pasinomie reproduit toutes ces dispositions et se compose de 130 volumes. Mais combien de ces dispositions sont abrogées!

Le nouveau répertoire comprendra seulement de 20 à 25 volumes, mais ne contiendra plus que les lois en vigueur à l'exclusion de tout ce qui est abrogé.

Il est le résultat d'un travail formidable et l'on doit savoir gré à des savants comme MM. Charles Dejonghe et Jean Servais d'en avoir assumé l'initiative.

Le Conseil de législation a été chargé de le continuer et il s'est adjoint pour cette tâche des juristes de première valeur.

L'ouvrage est à peu près terminé, la publication pourrait en être commencée au cours de la présente année.

Nous aurions ainsi, pour 1930, une Pasinomie comprenant tout l'ensemble de la législation belge. Il n'est pas possible que l'Etat reste indifférent et ne s'intéresse pas vivement au contraire à une œuvre qui doit être d'une si grande utilité pour tout le monde.

C'est pourquoi la Commission demande à la Chambre d'inscrire au budget (article 65). un modeste crédit de 20,000 francs pour marquer l'intérêt qu'elle porte à une entreprise qui méritera à ses auteurs la reconnaissance du Pays.

Un membre de la Commission a attiré l'attention du Gouvernement sur la nécessité de relever les crédits destinés à subventionner les écoles de Service social. Celles-ci ne sont pas à même, avec les chiffres actuels, de porter au niveau normal les traitements de leurs professeurs et il importe cependant, vu l'utilité de ces institutions, de leur permettre de conserver les concours qu'elles se sont assurés. Peut-être le Gouvernement jugera-t-il, si le projet de budget devait être renvoyé au Sénat, de proposer par amendement, le relèvement du crédit ?

*
**

Sous la réserve qui précède, nous demandons à la Chambre de voter le projet de budget, tel qu'il nous est revenu du Sénat.

Le Rapporteur,

JULES PONCELET.

Le Président,

EM. BRUNET.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 MEI 1928.

Begrooting

van het Ministerie van Justitie voor het dienstjaar 1928 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2)
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PONCELET.

MIJNE HEEREN,

Ondanks de talrijke inkrimpingen, ondanks de zelfs tot het uiterste gedreven vermindering van sommige diensten, is de begrooting van 1928, op die voor 1927, in verhooging met 21.780.562 frank

Wij moeten echter zeggen dat in dit bedrag bijkomende credieten voorkomen, te zamen 16.107,800 frank, betreffende uitgaven van het dienstjaar 1927, hetgeen overeenkomt met te zeggen dat, in werkelijkheid, de verhooging tot vijf miljoen 672.762 frank verminderd wordt.

De verhoogings-balans blijft aanzienlijk ter oorzaak van onvermijdelijke verhoogingen welke onder de hoofdstukken van de jaarwedden te vinden zijn, gerechtskosten, kosten voor de weldadigheid en de kinderbescherming.

Voor wat betreft de verhooging der jaarwedden, zal niemand eraan denken dezelve te kritikeeren, want de thans in het Parlement aan den gang zijnde besprekingen toonen aan, dat zij het gevolg is van de schommelingen van het veranderlijk gedeelte, schommelingen die niet opgehouden hebben een stijgende lijn te volgen en die, trouwens, in de eerstkomende begrooting, door de perequatie nog op een hooger trap zullen bevestigd worden.

Omtrent de gerechtskosten, vindt de verhooging haar oorzaken in dezelfde richting. Wij stellen vast dat die uitgaven, op 1927, een verhooging van twee miljoen 500.000 frank opleveren. Deze komt voort, zoo de Memorie van toelich-

(1) Begrooting, door den Senaat overgemaakt, n° 4^{IV}.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Brunet, bestond uit :

1° de leden van de Commissie voor de Justitie en de burgerlijke en strafrechtelijke wetgeving : de heeren Brunet, voorzitter; Brutsaert, Colleaux, Desaggher, De Winde, Hallet, Jennissen, Marteaux, Meysmans, Poncelet, Sinzot, Somerhausen, Soudan, Standaert, Van Dievoet, Van Severen.

2° uit zes leden door de Afdelingen benoemd : de heeren Verachtert, Samyn,

ting zegt, van den aangroei der eereloonen verschuldigd aan de deskundigen en der reisvergoedingen. Hier ook is geene kritiek mogelijk.

Het crediet voor de onderhoudskosten der behoeftigen is gestegen met 12 miljoen. Zelfde verklaring : de kosten van het dagelijksch onderhoud stijgen doorlopend. Verleden jaar overschreed de uitgave in buitengewone mate het crediet : voor het loopend jaar voorziet men eene uitgave van 32,000,000 fr. Wat er aan te doen, vermits het getal ongelukkigen niet vermindert, terwijl de oosten die ieder van hen vergt vermeerderen ?

Zelfde verklaring voor de verhooging van 1,000,000 frank voorzien voor de kosten van onderhoud en opvoeding van de in openbare of private instellingen geplaatste kinderen.

Eindelijk, in het hoofdstuk van de uitzonderlijke uitgaven, stelt de Regeering voor de toelage voor, het Nationaal Werk der Oorlogsweezen met drie miljoen te verhoogen. Al noemt men ze « uitzonderlijk », moet men toch inzien dat deze uitgave nog lange jaren eene gewone uitgave van de begrooting zal blijven. Wie zou dit echter durven beknibbelen ? Het zeer merkwaardig verslag dat de heer Asou bij den Senaat heeft ingediend, verklaart ruimschoots de gevraagde verhooging.

Het schijnt ons nutteloos verdere verklaringen te zoeken, daar niemand beweert dat er in de uitgaven eenige overdrijving zou zijn en dat het voor het verlopen dienstjaar voorziene cijfer ver beneden de gedane uitgave blijft. Vergeten wij overigens niet dat het een werk van het grootste nationaal belang geldt.

* .

Naast deze opmerkingen willen wij tevens wijzen op eenige vraagstukken waarover, in den schoot van de Afdeelingen der Kamer, kritiek of opmerkingen werden uitgebracht.

Naar aanleiding van de Kinderbescherming heeft men gewezen op eene ongelijkheid in het stelsel door het Bestuur gevolgd voor het invorderen van de onderhoudskosten voor de geplaatste minderjarigen, door toepassing van de wet van 15 Mei 1912.

Een voorbeeld zal de beteekenis van deze kritiek doen begrijpen.

Ten gevolge van misdadige feiten, door een minderjarig kind bedreven, doet de kinderrechtcr dit kind in het gesticht van Moll plaatsen. Het is er zes maand gebleven, en werd daarna overgebracht naar de Weldadigheidsschool van Sint-Hubert, van waar het enkele maanden geleden thuis gekomen is. En nu komt de ontvanger van de registratie namens den Minister van Financiën van de moeder eene som van 2,211 frank eischen voor hospitalisatiekosten.

Deze ongelukkige vrouw kan dat niet betalen. Het is eene weduwe, wier man gestorven is van de gevolgen der deportatie; zij bezit enkel haar huisje en heeft geen ander inkomen dan het pensioen van oorlogsweduwe. Anderzijds heeft zij behalve hare drie kinderen, ook nog hare oude moeder van 77 jaar ten laste.

Daar het Bestuur van de Financiën dreigt haar huis te doen verkoopen, heeft zij zich gewend tot den Minister van Financiën die het volgende antwoordt : « Uit » de ingewonnen inlichtingen blijkt dat de belanghebbende een huis bezit » geschat op 15,000 frank. Men kan ze dus niet als onvermogen beschouwen. » Nochtans, gezien de omstandigheden, krijgt Mevr. X. toelating hare schuld » af te lossen met maandelijksche stortingen van 50 frank ».

Gelukkig voor deze arme vrouw dat zij haar huis niet verkoopen moet ! Maar zij

zal niettemin de kosten van onderhoud van haar kind in de bijzondere inrichting die men een opvoedingsgesticht noemt, betalen.

En nochtans zoo datzelfde kind, in plaats van in een dergelijk gesticht eenvoudig in de gevangenis was gezet, zou de moeder niets te betalen hebben.

De Staat behandelt dus de kinderen die men onder zijne bescherming stelt minder goed dan den misdadiger die zijn misdrijf in de gevangenis uitboet en die niets daarvoor te betalen heeft.

Kan men dit aannemen? En zou de Minister zelf geen wetsontwerp kunnen indienen dat de wetgeving op dit punt verandert? Een van de twee, ofwel moet men van elken veroordeelde de terugbetaling van de onderhoudskosten, voor den tijd van zijne gevangeniszitting, terugeischen, ofwel moet men niets eischen van de ouders der kinderen die bij gerechtelijken maatregel in de opvoedingsgestichten zijn geplaatst.

In ieder geval vragen wij toch, dat het aan het Bestuur niet meer zou toegelaten worden, zooals in het geval dat wij hier aanhalen, eene moeder, die reeds gebukt gaat onder lasten en ongelukken, het dak boven haar hoofd te verkoopen, zelfs al had dit de — o zoo hooge! — waarde van 15,000 frank

* * *

Bij de bespreking van de begrooting verleden jaar, trad een onzer achtbare collegas op als tolk van de klachten over het plaatsen van de krankzinnigen der hoofdstad, die men verplicht is te zenden naar de gestichten in de provincie gelegen.

De Commissie van Onderstand is daarop teruggekomen en heeft besloten een verzoek te richten tot den Minister van Justitie.

In dit verzoek worden de bezwaren uiteengezet die voortvloeien uit het feit, dat de krankzinnigengestichten voor onvermogenen, in de provincie Brabant gelegen, onvoldoende zijn om de zieken op te nemen, en dat men dienvolgens verplicht is het grootste getal in ver afgelegen gestichten onder te brengen. Aan het slot wordt de wensch uitgedrukt, dat het Departement van Justitie maatregelen zou treffen om de krankzinnigen in gestichten te plaatsen die zoo dicht mogelijk bij de woonplaats van hunne familie gelegen zijn, en wordt er gevraagd of het niet mogelijk zou zijn in ieder krankzinnigengesticht de zieken van een zeker deel van het land onder te brengen, met inachtneming van het getal bedden van de inrichting en van het gemiddeld getal plaatsingen die door de gemeenten van die streek worden aangevraagd.

De Commissie vestigt de welwillende aandacht van den Minister van Justitie op de uitgebrachte wenschen.

In verband met de krankzinnigengestichten heeft een lid van de Commissie gevraagd, dat het Departement van Justitie een deel van de kosten zou dragen van de bezoeken die de onvermogenende bloedverwanten aan de in behandeling zijnde geesteszieken moeten brengen.

De uitgaven voor het onderhoud van de arme krankzinnigen, abnormalen, blinden, doofstommen zijn, zooals wij hooger gezegd hebben, aanzienlijk gestegen. Nochtans zijn de kosten van dwangverpleging ten huize niet in dezelfde verhouding gestegen. Integendeel, de tarieven zijn gebleven wat ze vroeger waren, en het is niet te betwijfelen dat zij niet meer beantwoorden aan de noodwendigheden van den tegenwoordigen tijd.

Er bestaat voorzeker gevaar voor misbruiken; men moet echter ook vermijden

dat de arme zieken te lijden hebben ten gevolge van de onvoldoende credieten die ter beschikking gesteld worden van degenen die gelast zijn met het verzachten van hunne ellende.

De Minister heeft laten weten dat het Departement deze kwestie ter studie heeft gelegd.

De toepassing van de wet op de spelen werd ook aangevallen op een wijze die gerechtvaardigd scheen. De Middenafdeeling heeft aan haar verslaggever opdracht gegeven aan den Minister te vragen of hij niet vanzins is maatregelen te nemen om de aangewezen misbruiken te doen ophouden, die te wijten zijn aan de vaagheid der wetsteksten in zake de regeling van de speelkringen en de weddenschappen bij de rennen.

De Minister deed het volgend antwoord toekomen : Het eerste artikel der wet van 24 October 1902 straft de exploitatie van de kansspelen « op welke plaats dit ook geschiede ».

Artikel 2 van dezelfde wet straft, daarenboven, degenen die, een lokaal houdende voor het publiek toegankelijk, aldaar bewust en gewoonlijk spelen zullen hebben toegelaten, welke aanleiding geven tot overdreven hooge inzetten of weddenschappen.

Het is een feitelijke kwestie, te weten of een lokaal « voor het publiek toegankelijk » is, inzonderheid, of een zoogezegde private kring dit werkelijk is of hij, in werkelijkheid, voor het publiek toegankelijk is.

Gevolg gevende aan de verklaringen in den Senaat afgelegd, tijdens de behandeling van de begrooting van zijn departement (vergadering van 23 Januari 1928), heb ik onderrichtingen gegeven aan de Parketten, opdat zij de hand zouden houden aan de toepassing van de wet op de spelen.

De weddenschappen bij de paardenrennen zijn kansspelen, wanneer de wedders geen bijzondere kennissen bezitten, welke hun toelaten de kansen te berekenen van de in den wedren ingeschreven paarden. In dit geval, valt hunne exploitatie onder artikel 305 of 557, 3° van het Wetboek van Strafrecht.

Anderzijds, onderwerpt een wet van 31 December 1925, artikel 53, § 2, aangevuld door die van 7 Juni 1926, artikel 6, § 2 (waarvan de toepassing aan het Departement van Financiën behoort), de oprichting van wed-agentschappen bij de paardenrennen aan de machtiging van de Regeering.

Wanneer zullen wij eens uit heel dien duisteren toestand geraken ? Wanneer komt er eene duidelijke wet die niet meer aan eenige personen, onder den dek-mantel van private kringen, zal toelaten zich aan de verbodsbepalingen van de wet te onttrekken door schijnheilige middelen die de wet niet zou moeten aanmoedigen ?

Hetzij het gaat over de alcoholwet, over de wet op de spelen of op verschillende politieregelingen, overal botst men aan tegen dubbelzinnige toestanden die niet toelaatbaar zijn.

Het zijn deze schandelijke voorrechten die de soms heftige klachten van de openbare meening uitlokken en verklaren.

* . *

Over eenige punten betreffende de rechterlijke inrichting, werden in den schoot van de Afdeelingen en van de Bijzondere Commissie enkele opmerkingen naar voren gebracht.

Vele leden hebben het Koninklijk besluit tot instelling van het recht om te pleiten beknipt.

De Commissie was van oordeel dat, nu er zoo geklaagd wordt over de verhooging van de gerechtskosten, het oogenblik slecht gekozen was om eene dergelijke nieuwigheid in te voeren. Anderzijds zijn er klachten opgerezen, die velen zeer gegrond vonden, tegen het beginsel zelf van den maatregel; en zelfs bij de balie ontmoet men ernstige bekampers van het oprichten eener onderstandkas ten voordeele van de advocaten, door middel van voorafnemingen van dien aard.

Tot hiertoe, meenen we, werd de maatregel alleen toegepast op de balie van Brussel, en het schijnt dat dit voorbeeld, reeds vinnig beknipt, geen kans heeft nagevolgd te worden.

De Commissie meent dat de proef die door het Koninklijk besluit gedaan werd, niet moet voortgezet worden.

* *

Het vraagstuk van het *Pro Deo* is ook niet aan de aandacht van vele leden ontsnapt. Het baart verwondering dat eene hervorming die eenparig als hoogdringend en noodzakelijk wordt beschouwd, zoo lang uitgesteld wordt.

Het ontwerp door de Kamer aangenomen, is thans aan den Senaat onderworpen, en met ongeduld wacht men naar de oplossing.

* *

De pleitbezorgers vragen eene verhooging van het hun betreffend tarief. De Minister zegt ons, dat eene commissie op dit oogenblik de ontwerpen tot wijziging aan het tarief in burgerlijke zaken onderzoekt.

Het is eene kiesche kwestie, maar het is toch onbillijk dat, wanneer de wedden van de magistraten en andere helpers van het gerecht verhoogd worden, de bezoldiging van de pleitbezorgers, die hunnerzijds toch ook in de wetgeving, zooals die thans bestaat, onmisbare helpers zijn van het gerecht, zoo karig wordt afgemeten.

De gerechtskosten zijn ongetwijfeld zeer hoog, maar men moet erkennen dat de wet ze zeer willekeurig verdeelt. Het tarief zou moeten gewijzigd worden.

Zoo zijn bij voorbeeld de deurwaardersexploaten, de rechten van inschrijving op de rol, de griffierechten eenvormig dezelfde, hetzij het groote zaken of zelfs de kleinste processen geldt.

De dagvaarding tot het betalen van eene som van honderd frank kost juist evenveel als de dagvaarding tot betalen van verscheidene millioenen. Evenzoo kost het inschrijven op de rol van eene zaak van 20 of 100 frank zooveel als het inschrijven van het belangrijkste proces.

Het laatste tarief bevatte voor de pleitbezorgers eene nieuwigheid die gelukkig bleek : een recht-geëvenredigd aan de waarde van de zaak. Men moet erkennen dat de evenredigheid gemakkelijker vast te stellen is na een vonnis en dat het misschien moeilijk zou zijn het geschil te schatten op zicht van de eenvoudige dagvaarding; maar het is evenwel niet onmogelijk, schijnt het, eene oplossing te vinden die terzelfdertijd de belangen van de pleiters, die van den Staat en die van de rechterlijke ambtenaars, welke hunne hulp moeten verleenen, vrijwaart.

De pleitbezorgers vragen eene verhooging van het tarief dat hen betreft. De heer Minister zegt ons, dat eene Commissie thans de ontwerpen tot wijziging van het tarief in burgerlijke zaken onderzoekt.

Het vraagstuk is van kieschen aard, doch het is nochtans niet rechtvaardig dat, wanneer men de wedden der magistraten en der andere medewerkers van de Justitie verhoogt in de mate die men kent, men met karigheid te werk gaat bij het bezoldigen van de diensten der pleitbezorgers die ook, in den huidige stand der wetgeving, de onmisbare medewerkers zijn van de Justitie.

De gerechtskosten zijn stellig zeer hoog. Doch men moet erkennen dat de wet ze op zeer willekeurige wijze verdeelt. Het tarief zou moeten gewijzigd worden. Zoo zijn bijvoorbeeld de deurwaardersexploaten, de rechten wegens inschrijving op de rol, de griffierechten, dezelfde, voor belangrijke zaken evenals voor kleine gedingen.

Voor de dagvaarding strekkende tot het betalen van een bedrag van 100 frank is de prijs dezelfde als voor de dagvaarding tot het betalen van onderscheidene miljoenen.

Eveneens kost het inschrijven op de rol van eene zaak van 20 of 100 frank zooveel als het inschrijven op de rol van het belangrijkste geding.

Het laatste tarief omvatte voor de pleitbezorgers, eene nieuwe schikking die zeer gelukkig scheen : een recht evenredig aan het belang der zaak. Men moet erkennen dat het gemakkelijker is de verhouding vast te stellen na de uitspraak en dat het misschien moeilijk ware de waarde van het geding te schatten op het eenvoudig inzien van de dagvaarding ; het is evenwel niet onmogelijk, schijnt het, eene oplossing te vinden die tevens de belangen vrijwaart van de pleiters, die van den Staat en die van de gerechtsambtenaren welke hunne medewerking moeten verleen.

* * *

Een vraagstuk van bijzonderen aard werd in den schoot der bijzondere Commissie opgeworpen naar aanleiding van de pleitbezorgers.

Het geldt het verbod voor de advocaten, die bij de kleine balies in de provincie, levens pleitbezorgers zijn, voor andere rechtbanken te pleiten dan voor die waartoe zij als pleitbezorgers behooren.

Deze maatregel was wellicht in vroegere tijden gerechtvaardigd, toen het ambt van pleitbezorger eene ruime bezoldiging opleverde.

Thans heeft hij wezenlijk geene reden van bestaan meer. Niet alleen vermindert het belang van de taak der pleitbezorgers ; ook de inkomsten van dit ambt verminderen ; er bestaat trouwens eene neiging om het af te schaffen. Dit is eene eerste reden om het slechts te aanschouwen als eene zeer bijkomstige functie, wanneer zij door een advocaat wordt vervuld. Men zou in de kleine balies geene pleitbezorgers meer vinden, moesten de advocaten zich met die functie niet gelasten.

Vroeger hadden de advocaten-pleitbezorgers eenigzins het monopolie van de zaken voor hunne rechtbank ; men zou het instandhouden van het verbod nog begrijpen zoo men tevens ook aan de andere advocaten het verbod ging opleggen, voor andere hoven en rechtbanken te pleiten dan die waar zij ingeschreven zijn. Er is echter geen sprake van. De rechtbanken in de provincies, worden bij iedere terechtzitting, overrompeld door advocaten die soms uit zeer afgelegen streken komen. Nu de automobielen de afstanden verkorten, kan men, gedurende de terechtzittingen, voor de Paleizen van Justitie, talrijke automobielen zien staan, die aldaar advocaten brengen uit de meest verwijderde balies. Wij hadden de gelegenheid, in een dorp der Ardennen, zeven automobielen te tellen die voor eene enkele terechtzitting, uit Brussel, Luik en andere steden, evenveel ernstvolle

mededingers van Cicero hadden aangebracht, die in eene bescheiden gerechtszaal hunne welsprekendheid en hunne wetenschap lieten blijken. Men moet er niet aan twijfelen dat dergelijke groote verplaatsingen ingegeven worden door de schoonste offervaardigheid; doch het ware slechts billijk, ook de advocaten-pleitbezorgers bij de provincierechtbanken, die groot verlies ondergaan uit hoofde van die overrompelende medededinging, te bevrijden van de banden die hen hechten aan hunne rechtbank.

Wie zou, ten andere, eene ernstige reden kunnen aanvoeren tot staving van het ostracisme dat hen treft? De vereeniging der advocaten neemt ze op in haar schoot en men vraagt zich af waarom zij zouden lijden onder de verplichte uitoefening van een ambt dat de wet zelf voegt bij de functie van den advocaat.

Moet men, bijvoorbeeld, niet erkennen dat het te betreuren is dat de advocaat die, in eersten aanleg gepleit heeft, niet de zaak in hooger beroep kan verdedigen? Hij kent ze des te beter omdat hij alleen gepleit heeft, in eersten aanleg. In burgerlijke, evenals in strafrechterlijke zaken, is het verbod niet gegrond.

De betrokkenen hopen dat de Minister van Justitie het initiatief zal willen nemen van de hervorming die naar hun inzicht, noodzakelijk is.

*
* *

Talrijke leden hebben er op gewezen dat de uitwerking van het Koninklijk besluit van 1 September 1927, genomen krachtens de wet van 22 Juli van hetzelfde jaar, en waarbij de dienstorde in de onderscheidene hoven en rechtbanken geregeld wordt, op verre na niet beantwoordt aan de verbetering die men verwachtte van deze nieuwe inrichting.

De Minister werd daarover ondervraagd en gaf het volgende antwoord :

« De heer procureur-generaal bij het Hof van Beroep te Brussel, liet mij een verslag geworden over de toepassing, tot heden toe, van de reglementen betreffende het hof en de rechtbanken van dit rechtsgebied.

» Dit verslag doet opmerken dat deze toepassing voldoende uitslagen heeft opgeleverd wat het hof betreft en dat het nieuwe stelsel eene gunstige uitwerking heeft en voldoening schenkt, in de rechtbanken.

» De heeren procureurs-generaal bij de hoven van beroep te Gent en Luik lieten mij totnogtoe, dienaangaande geen verslag geworden.

» Geene enkele ongunstige opmerking werd mij voorgelegd, wat deze rechtsgebieden betreft, aangaande het nieuwe stelsel »

Dit antwoord schijnt niet overeen te stemmen met de klachten die wij vernamen, tijdens de bespreking, in de Commissie.

*
* *

Het wordt tijd een einde te stellen aan de voorloopige maatregelen die de benoemingen in de rechterlijke organismen tegenhouden. De grendelwet heeft ongetwijfeld heilzame gevolgen gehad. Daaruit is gebleken dat, indien eene zekere beperking van het getal magistraten kan aangenomen worden, men deze beperking toch niet te ver mag drijven.

De billijke klachten die ons uit de hoogste ambten van de magistratuur toekomen, zijn eene les die den wetgever leiden moet en hem met de grootste omzichtigheid bezielen.

Het Hof van Verbreking, de Hoven van Beroep te Brussel en Gent klagen bitter

over de voorlopige verminkingen die, op overdreven wijze, het getal magistraten in deze verschillende rechtsmachten beperken.

Het is bekend dat in het Hof van Luik de klachten even scherp oprijzen, en dat het handhaven van den maatregel eerlang een onoverkomelijke hinderpaal zal wezen voor den regelmatigen gang der diensten.

Wij meenen dus dat het wenschelijk is zoodra mogelijk te beraadslagen over het wetsontwerp dat de Regeering in den Senaat heeft neergelegd.

Misschien kan men denken dat voor sommige rechtsmachten de ervaring nog niet voldoende is; maar niettemin weten wij dat de afschaffing van sommige vredegerichten ware storing heeft verwekt.

Ongetwijfeld kunnen sommige zetels worden afgeschaft, maar nog moet dit met omzichtigheid geschieden.

Onder de werken waarvan het Departement van Justitie onverwijld het initiatief zou moeten nemen, kan men in de eerste plaats stellen de veranderingswerken in de lokalen van het Gerechtshof te Luik. Wie de donkere plaats kent waar acht advocaten-generaal tegelijkertijd moeten werken, wanneer ieder van hen zelfs zijn stoel niet heeft en waar men ook de acht noodige stoelen niet zou kunnen plaatsen — vraagt zich af hoe deze magistraten totnogtoe zich konden tevreden stellen met dit onhebbelijk lokaal

Weliswaar heeft de achtbare heer Janson, die den ellendigen toestand der lokalen van het Hof te Luik kende, toen hij aan het hoofd van het Departement is gekomen, de vereischte veranderingswerken ter hand genomen.

Anderzijds is het ook gekend dat dit heilzaam initiatief bestreden wordt door het bestuur van Kunsten en Wetenschappen, die de lokalen welke het betreft zou willen behouden voor zijn archief, ofschoon zij noodzakelijk zijn voor de diensten van de Justitie.

Wij vragen, dat de Minister van Justitie spoedig eene overeenkomst zou treffen met zijn collega van Kunsten en Wetenschappen, opdat deze niet verder zou aandringen en eene spoedeischede verbetering niet zou belemmeren.

Naar het schijnt, kan het archief een ander lokaal vinden, waar het van elken anderen dienst afgezonderd is.

Zoo wij hierop aandringen, is het opdat de door den Minister van Justitie ondernomen herstelling niet verder worde verdaagd.

* * *

De Commissie vestigt de aandacht van den Minister van Justitie op de verschillende hieronder uiteengezette vragen.

Graag hadden wij aan de Kamer kunnen vragen, de Begrooting goed te keuren, zooals zij van den Senaat is teruggekomen; doch, sedert de beraadslagingen in de Hooge Vergadering, is er een feit voorgekomen dat men onvermijdelijkerwijs moet in het daglicht stellen en voor de Commissie aanleiding gaf om een gering krediet op de Begrooting aan te vragen.

Het geldt hier het werk van het hoogste belang waar uitstekende rechtsgeleerden zullen aan medewerken en dat zelfs voor de Openbare Macht eene publicatie zonder weerga zal uitmaken. Dit werk zal worden het Repertorium der Belgische wetten dat al de wetten zal behelzen met uitschakeling van de ingetrokken wetten.

Het is overbekend dat België wordt beheerd vooreerst door wetsbepalingen van uit de Fransche overheersching, van uit het Hollandsche tijdvak, van uit de

troebele tijden die deze beide regimes voorafgingen, en ten slotte, door de eigenlijke Belgische Wetgeving.

De Pasinomie bevat al deze bepalingen in 130 boekdeelen. Hoevele echter van deze bepalingen zijn ingetrokken!

Het nieuw Repertorium zal slechts 20 tot 25 boekdeelen bevatten en niet meer vermelden dan de in werking zijnde wetten met uitsluiting van al wat ingetrokken werd.

Dit zal aanzienlijk werk vereischen waarvoor men dank moet weten aan de geleerden zooals Charles Dejonghe en Jean Servais die daarvan het initiatief hebben genomen.

De Raad voor wetgeving werd gelast dit werk voort te zetten en heeft daartoe de medewerking gevraagd van rechtsgeleerden van eerste gehalte.

Het werk is bijna voltooid en met het uitgeven kon tijdens den loop van dit jaar nog worden begonnen.

Tegen 1930 zouden wij aldus eene Pasinomie bezitten, die gansch de Belgische wetgeving omvat. De Staat kan niet onverschillig blijven tegenover een werk dat zulk aanzienlijk nut voor iedereen moet afwerpen.

Daarom vraagt de Commissie op de Begrooting (artikel 65) het gering crediet van 20,000 frank om aldus de belangstelling der Kamer te toonen in eene onderneming die aan de medewerkers 's Lands erkentelijkheid moet bezorgen.

Een lid van de Commissie heeft de aandacht der Regeering gevestigd op de noodzakelijkheid, de credieten ten bate van de scholen van sociaal hulpbetoon te verhoogen. Met de bestaande credieten kunnen deze scholen de wedden hunner professoren niet op het normale peil brengen en toch zouden zij hunne leerkrachten, wegens het nut der instelling, moeten kunnen bewaren. Moest het begrotingsontwerp naar den Senaat worden teruggezonden, dan zou de Regeering misschien het middel vinden om, bij wijze van amendement, de verhooging van dit crediet voor te stellen?

. . .

Mits inachtneming van het voorgaande, vragen wij dat de Kamer het Begrotingsontwerp zou goedkeuren zooals het ons van den Senaat is teruggezonden.

De Verslaggever,

JULES PONCELET.

De Voorzitter,

EM. BRUNET.



Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 MAI 1928.

Projet de loi

modifiant l'article premier de la loi du 9 juillet 1858 concernant l'introduction d'une nouvelle pharmacopée officielle (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. BRUTSAERT.

MESSIEURS,

Le projet de loi soumis à nos délibérations modifie l'article premier de la loi du 9 juillet 1858 concernant l'introduction d'une nouvelle pharmacopée officielle (3).

Cet article premier est libellé dans les termes suivants :

« Des arrêtés royaux déterminent les mesures jugées nécessaires pour la rédaction et la publication de la pharmacopée ainsi que pour les modifications à y apporter dans la suite.

» Le texte latin est seul officiel ».

Le projet de loi actuel propose d'abroger ce second paragraphe.

Non qu'il y ait eu de nombreuses plaintes ou réclamations contre le régime actuel — qui n'intéresse d'ailleurs qu'un public très restreint — mais parce que se trouvant devant la nécessité de publier une pharmacopée révisée à la suite de l'Arrêté Royal du 18 janvier 1919, et de faire cette publication dans nos deux langues nationales à la suite de l'article 4 de la loi du 31 juillet 1921 (4), le Département de l'Intérieur et de l'Hygiène a considéré que la publication du texte latin ne constitue plus qu'une dépense onéreuse, sans autre avantage que de maintenir une tradition que presque tous les pays ont abandonnée (5).

(1) Projet de loi n° 99.

(2) La Section centrale, présidée par M. Tibbaut, était composée de MM. Merlot, Briart, Branquart, Schaetzen, Hubin et Brutsaert rapporteur.

(3) La première édition de la pharmacopée belge a été publiée en 1851, la deuxième en 1885, la troisième en 1906.

(4) L'article 4 de la loi du 31 juillet 1921 stipule : « Les avis et communications à faire au public par les Administrations centrales de l'Etat et les autorités publiques qui lui sont subordonnées sont rédigés dans les deux langues nationales... »

(5) La France et l'Italie, deux pays de haute culture latine, ont publié leur pharmacopée en 1920 dans leur langue nationale. De même les Pays-Bas en 1926, la Suède en 1925, l'Allemagne en 1926.

Les motifs qui ont justifié le texte latin de la pharmacopée en 1858 n'existent plus aujourd'hui. Il s'agissait à cette époque d'éviter la prédominance de l'une de nos deux langues sur l'autre. On ne conçoit plus aujourd'hui qu'on puisse publier le texte français sans l'accompagner du texte flamand. Dès lors, en supprimant cette anomalie du texte latin comme seul officiel, nous rentrons dans le droit commun, et nous conférons à la pharmacopée rédigée dans nos langues nationales le caractère obligatoire qu'elle mérite.

Existe-t-il des raisons péremptoires pour maintenir cette disposition d'exception : le texte latin est seul officiel.

Le latin, dit-on, « est un langage clair, non susceptible d'interprétations contradictoires, attribuant à chaque terme un sens unique » —, c'est exact, mais c'est une langue morte qui ne possède pas les mots nécessaires pour exprimer les conceptions modernes et spécialement pour désigner des substances et des appareils, décrire des opérations et exposer des données scientifiques dont l'antiquité n'avait pas le moindre soupçon. Ce n'est parfois que par des détours laborieux, des périphrases imprécises (1), des néologismes imprévus (2) que le traducteur parvient à rendre, de manière plus ou moins approximative, la pensée du rédacteur.

N'oublions pas que la pharmacopée est élaborée et rédigée en français, et que le texte latin a les imperfections inhérentes à toute traduction : *Traduttore, traditore*.

La traduction en latin ne peut être faite par les rédacteurs mêmes de la pharmacopée en révision, ils n'ont pas une connaissance suffisante de la langue ; quant aux latinistes ils sont généralement incompetents en matière pharmaceutique.

L'Académie Royale de Médecine saisie en 1850 de la question de savoir si la pharmacopée devait être publiée en une ou deux langues avait donné la préférence au français déclarant que le texte latin est sans utilité pratique. Cette assertion d'alors est encore plus exacte aujourd'hui, car force nous est d'avouer en le regrettant profondément, pour le prestige de leur profession, que la plupart des médecins et pharmaciens n'ont plus la pratique courante du latin, depuis que dans les écoles préuniversitaires beaucoup d'heures consacrées jadis au latin et au grec sont remplacées par l'étude des sciences et langues modernes, et depuis que le latin a cessé d'être la langue véhiculaire de l'enseignement des sciences naturelles et médicales dans nos universités.

Et les rares initiés qui veulent se retremper dans le latin s'adressent à leurs auteurs classiques plutôt qu'à cette mixture peu savoureuse qu'est l'adaptation latine de notre pharmacopée française et qui n'a avec la langue de Virgile ou de Cicéron que de très lointains rapports.

On pouvait légitimement espérer que le latin pourchassé de nos écoles techniques trouverait un dernier refuge dans le Droit. Hélas, ses codés aussi sont publiés en français et en exécution de la loi du 31 juillet 1921, on s'occupe enfin de les traduire en flamand. Mais si, comme d'aucuns le prétendent, le latin est indispensable à la pharmacie et au pharmacien, pourquoi ne le serait-il pas au juge et à l'avocat ? « *Sic vos non vobis nificatis aves* ».

(1) Acide chlorhydrique : Il reste incolore ou ne prend qu'une faible teinte rosée par le sulfocyanate ammonique : Traduction *Acidum chlorhydricum* : « Vel nullo colore vel leviter roseo tingitur ope ammonii thiocyanati » !!

(2) « Sparadrap caoutchouté » se traduit en latin : « *Sparadrap cum caoutchouc* ».

Se trouve-t-il encore un pharmacien ou médecin qui se serve exclusivement du texte latin de la pharmacopée ?

Pourquoi dès lors conserver cette disposition surannée abandonnée par la généralité des législations modernes d'une élaboration laborieuse et dispendieuse d'une version latine sans utilité pratique.

Il importe toutefois de souligner que la suppression de la pharmacopée en latin n'implique nullement la suppression de la nomenclature des produits : la nomenclature latine reste et cela présente cet avantage précieux que le porteur d'une ordonnance en texte latin peut la faire exécuter dans tous les pays où les langues mortes qui servent à l'étymologie des termes néologiques du répertoire scientifique moderne sont connues de tous ceux qui font des humanités préparatoires aux études universitaires.

« La suppression du texte latin de la pharmacopée n'enlèvera donc rien à la méthode classique qui crée par synthèse les termes génériques et scientifiques en recourant aux radicaux latins ou grecs ».

La Section Centrale a estimé que le projet de loi était de nature à réaliser des économies sans léser aucun intérêt et, compris dans son sens vrai, ne pouvait soulever de conflit linguistique.

Elle en propose l'adoption à la Chambre par 4 voix sur 5. Ses préférences vont à un volume unique avec texte français et flamand en regard.

Un membre s'est abstenu « devant l'insécurité fatale des traductions françaises et flamandes il serait d'avis d'avoir une pharmacopée en trois langues avec le latin comme texte central. Au pis aller il se contenterait du texte français ou flamand au choix de l'intéressé mais en volume distinct ».

Le Rapporteur,

Dr. BRUTSAERT.

Le Président,

E. TIBBAUT.

4